



## Communiqué CGT CentraleSupélec

---

### **Nouveau campus CentraleSupélec : le point de vue des salariés derrière la façade**

Gif, le 24 octobre 2017

**Mercredi, le président de la République va venir inaugurer les nouveaux bâtiments du campus CentraleSupélec de Gif-sur-Yvette.** Il devrait intervenir devant un parterre d'invités soigneusement sélectionnés et il est clair que le point de vue de la grande majorité des salariés qui font tourner l'établissement au quotidien ne sera pas représenté lors de cette cérémonie.

**La réalité que nous vivons derrière les façades modernes du nouveau campus n'a rien à voir avec le discours sur papier glacé fourni à la presse par la direction de l'école.** S'il est vrai qu'il y a des projets prestigieux et beaucoup d'argent dépensé sur le Plateau de Saclay, le moins qu'on puisse dire est qu'il n'est pas consacré à l'amélioration des conditions de vie et de salaire de ceux qui y travaillent. Bien au contraire, le personnel de l'école n'a vécu que des régressions successives dans ces opérations.

Depuis le début du processus de fusion entre l'Ecole Centrale et Supélec, entamé il y a déjà plus de cinq ans, la volonté de comprimer la masse salariale et de niveler par le bas les conditions faites au personnel a été le cap suivi avec obstination par les directions des deux établissements, puis par leur direction commune. Aujourd'hui, l'école comprend une majorité de contractuels de droit public. Pour ceux issus de Supélec, la fusion a signifié le blocage de leur salaire, une remise en cause brutale de leurs conditions de travail, la perte de jours de vacances, et une quasi absence de perspective de progression à l'avenir. La situation n'est pas meilleure pour les fonctionnaires issus du campus de l'Ecole Centrale de Châtenay. Beaucoup d'entre eux, notamment parmi les personnels techniques et administratifs, ont des salaires proches du salaire minimum, et qui sont gelés depuis des années. Malgré leurs demandes répétées, aucune compensation financière ne leur a été accordée jusqu'à ce jour pour compenser les nuisances que leur a imposé le transfert de leur lieu de travail.

**L'aménagement des nouveaux bâtiments a été conçu avec la même philosophie que le reste : un mépris total pour le point de vue de ceux qui vivent, au quotidien, dans les locaux.** Collègues entassé(e)s dans des « open-space », se retrouvant souvent en vitrine mais sans aucune possibilité d'accéder à l'air extérieur, restauration collective implantée au milieu des bureaux dans un immense espace dont le bruit résonne dans tous les locaux, ventilations bruyantes et fils électriques en lianes descendantes...

Les salariés de CentraleSupélec vivent depuis des mois la galère quotidienne des travaux du plateau, les bus bondés, les retards du RER B, l'insuffisance des places de parking, et dans les nouveaux locaux, ceux qui respirent la poussière omniprésente et les émanations issues des matériaux de construction tombent malades les uns après les autres.

**Un malaise profond règne dans l'établissement.** La direction demande aux salariés de s'adapter aux sous-effectifs et de faire face sans protester à tous les dysfonctionnements présents sur les nouveaux bâtiments, et à la désorganisation qui règne depuis la rentrée. Et cela, sans compensation aucune. Ce qui est d'autant plus choquant que les plus impactés par les changements sont généralement ceux qui ont les plus petits salaires et les fonctions d'exécution. Mais les enseignants sont également touchés par une surcharge de service qu'on leur demande d'assurer – au mieux - en la rémunérant à minima.

Ecrivant cela, nous n'avons pas d'illusions : Le Président de la république Emmanuel Macron attache certainement bien plus d'importance à la satisfaction des milieux d'affaires qu'à la nôtre, et de ce point de vue, le nouveau campus est peut-être une réussite. Nous sommes également conscients que la direction de CentraleSupélec applique une politique décidée en haut lieu, et qui vise à supprimer des postes dans les services publics, l'enseignement, à geler la valeur du point d'indice, à rétablir la journée de carence, à augmenter la CSG sans garantie de compensation, à reporter la revalorisation de la carrière des fonctionnaires et plus généralement à faire des économies sur tout ce qui est important pour nous.

**Mais ceux qui font tout fonctionner dans l'école n'ont aucune raison de respecter cette logique aberrante. En ce qui concerne le personnel de CentraleSupélec, il est capable de se faire respecter, comme il l'avait montré par sa mobilisation, avec une semaine de grève au printemps. Il compte bien continuer à s'organiser, et à faire entendre sa voix.**